



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/48/981  
S/1994/953  
9 août 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Quarante-huitième session  
Point 54 de l'ordre du jour  
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Quarante-neuvième année

Lettre datée du 8 août 1994, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de la Turquie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 8 août 1994, qui vous est adressée par M. Osman Ertuğ, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session, au titre du point 54 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) İnal BATU

ANNEXE

Lettre datée du 8 août 1994, adressée au Secrétaire général  
par M. Osman Ertuğ

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous adresser la présente lettre afin de répondre au chapelet d'accusations fausses et malveillantes que le régime usurpateur chypriote grec du sud de Chypre a récemment portées contre nous dans trois lettres successives que vous a adressées le représentant chypriote grec les 20, 21 et 27 juillet 1994 (voir A/48/971-S/1994/858, A/48/972-S/1994/859 et A/48/975-S/1994/883).

Alors que le monde connaît actuellement des crises politiques majeures et des tragédies humaines de grande ampleur qui exigent une attention urgente, il est regrettable que la partie chypriote grecque gaspille les ressources rares de l'ONU pour mener une propagande éhontée et d'un autre âge, dont il est clair que la place se trouve dans la poubelle de la diplomatie. Je me contenterai donc de répondre aux principaux arguments de chaque lettre, en m'abstenant d'aborder les autres allégations sans fondement qu'elles contiennent afin ne pas leur accorder une attention imméritée.

1. En ce qui concerne la première lettre en cause, je tiens à réaffirmer que l'espace aérien de Chypre-Nord relève entièrement du contrôle, de la souveraineté et de la juridiction de la République turque de Chypre-Nord et que les occupants chypriotes grecs du siège du gouvernement ne sont pas fondés à décréter qui utilisera cet espace aérien et comment il sera utilisé, au su de l'État et avec son plein assentiment. Les doléances du genre de celles que contient ladite lettre ne sont donc purement présentées qu'à des fins de propagande et visent à détourner l'attention du fait que les Chypriotes grecs continuent de militariser le sud de Chypre à une cadence alarmante, les dépenses militaires atteignant maintenant environ 2 millions de dollars par jour.

La partie chypriote grecque prétend oublier que c'est en raison de son comportement agressif antérieur et de son attitude d'hostilité persistante que s'est créée et renforcée la situation actuelle et que les Chypriotes turcs ont été contraints de solliciter l'aide et la protection de la Turquie, en vertu du Traité de garantie de 1960 et en application du principe de légitime défense. Les dirigeants chypriotes grecs devraient en premier lieu tenir compte de ce principe fondamental des Nations Unies avant de se prévaloir de la Charte, comme si cette dernière avait pour but d'autoriser la domination, l'asservissement ou l'élimination des peuples par la force. C'est précisément ce que les Chypriotes grecs, avec la pleine participation de la Grèce, ont essayé d'accomplir à Chypre entre 1963 et 1974, et des preuves irréfutables montrent qu'ils persistent dans leur dessein. D'où la soi-disant "doctrine de défense commune" avec la Grèce, le gonflement de la prétendue "garde nationale" avec un renfort prévu de 5 000 hommes et le doublement des dépenses militaires dans le sud, à quoi s'ajoute le torrent de déclarations publiques des dirigeants chypriotes grecs disant que leur but est de capturer Girne, Güzelyurt et Karpaz, ainsi que le reste de Chypre-Nord.

/...

La protection et le rôle dissuasif de la Turquie sont d'autant plus nécessaires devant cette agressivité et cette hostilité, et toute activité menée dans ce cadre sur notre territoire ou dans notre espace aérien ne concerne pas la partie chypriote grecque.

2. La position énoncée ci-dessus s'applique également à la ville de Varosha, qui se trouve entièrement sous le contrôle et la juridiction de la République turque de Chypre-Nord et qui constitue l'un des griefs de la deuxième lettre de M. Shambos. Quoi qu'il en soit, et comme l'a également déclaré aux autorités chypriotes grecques votre Représentant spécial adjoint à Chypre, M. Gustave Feissel (voir le numéro du 21 juillet 1994 du quotidien chypriote grec Eleftherotipia), la population concernée n'est pas entrée dans le secteur fermé de Varosha.

3. La manifestation pacifique organisée par les Chypriotes turcs dans le quartier d'Okullar du secteur chypriote turc de Nicosie répondait au fait que la question des personnes disparues est exploitée par la partie chypriote grecque et qu'une campagne de propagande généralisée est dirigée contre nous – dont un exemple a été la manifestation montée par les Chypriotes grecs dans le quartier d'Ayios Kassianos du secteur grec de Nicosie. La manifestation des Chypriotes turcs traduisait également la rancœur et l'indignation de notre peuple face à cette exploitation et à cette propagande incessante. Bien des participants étaient eux-mêmes des parents de Chypriotes turcs disparus depuis 1963 ou 1974 – dont font clairement état les rapports pertinents du Secrétaire général (voir par exemple S/5950 du 10 septembre 1964, S/6102 du 21 décembre 1964, S/6228 du 11 mars 1965, S/7350 du 10 juin 1966 et S/24050 du 31 mai 1992) – mais il semble que la partie chypriote grecque ne considère pas ces malheureux comme des êtres humains dignes d'être mentionnés, ainsi qu'il ressort de la lettre du représentant chypriote grec. Taxer les manifestants chypriotes turcs de "violents" sous prétexte qu'ils "jouaient de la musique extrêmement fort" et utilisaient des "porte-voix" et des "slogans" revient soit à ignorer le sens du mot "violent" soit à ne pas pouvoir tolérer la présence même des Chypriotes turcs en tant que communauté d'êtres vivants. Telle est l'ampleur du fanatisme antiturc qui prévaut actuellement du côté chypriote grec.

4. Il est typique de la partie chypriote grecque de se lancer dans la rhétorique et dans des activités totalement contraires au concept de renforcement de la confiance ou à une solution globale dans l'île, et d'essayer ensuite de faire endosser à la partie chypriote turque les impasses qui en résultent. Cette attitude systématique ne saurait trouver meilleur exemple que dans le cas de la récente décision de la Cour de justice européenne qui, à l'instigation de la partie chypriote grecque, a effectivement interdit les exportations chypriotes turques vers les pays membres de l'Union européenne et, ce faisant, a annulé tous les avantages que la partie chypriote turque aurait pu tirer de l'éventuelle mise en oeuvre de l'ensemble de mesures de confiance.

Alors que la partie chypriote turque et, selon ses dires, la communauté internationale continuent à s'efforcer de faire face aux effets préjudiciables de l'attitude fâcheuse de la partie chypriote grecque à l'égard des mesures de confiance, cette dernière a maintenant l'audace de se plaindre de certaines déclarations du Président Rauf Denktaş, dont l'essence a été décrite par le Président lui-même comme étant le seul "antidote" efficace aux tentatives faites

/...

par la partie chypriote grecque pour isoler totalement la population chypriote turque et nous conduire à la ruine. La partie chypriote grecque ne devrait pas ignorer que la Turquie est la seule voie que nous puissions emprunter pour assurer notre survie et notre intégrité mêmes face à la campagne hostile menée de concert par les Grecs et les Chypriotes grecs en vue de couper nos derniers liens avec le monde extérieur.

5. Avant de faire des remarques sur les déclarations de la partie chypriote turque, la partie chypriote grecque devrait tout d'abord expliquer l'extrait suivant d'une déclaration incroyable que son dirigeant, M. Glafcos Clerides, a prononcée le 19 juin 1994 au cours d'une cérémonie à la mémoire d'un membre de l'EOKA (l'organisation terroriste chypriote grecque fondée par Grivas dans le but d'annexer Chypre à la Grèce). Cette déclaration a été reproduite dans la presse chypriote grecque le 20 juin 1994 :

"Je tiens à vous faire savoir qu'actuellement, des consultations sont en cours au Siège de l'ONU à propos de la résolution que doit adopter le Conseil de sécurité sur la question de Chypre. Mais à Chypre, la décision a déjà été prise par un président qui se nomme Glafcos Clerides, auquel le général Grivas a donné le nom de code de 'Hiperides'. Dorénavant, le cours que prendra à l'avenir la question de Chypre sera décidé ici à Chypre. Nous ne céderons pas aux pressions des Américains et des Britanniques. Nous continuerons à lutter, dans les tranchées et la tête haute, jusqu'à la victoire finale de l'hellénisme chypriote."

Lorsque le dirigeant d'une communauté se vante sans vergogne de son rôle prééminent dans une organisation terroriste dont les mains sont tachées du sang de Chypriotes turcs innocents et d'autres victimes et que c'est là pour lui le fondement et la source d'inspiration de sa politique actuelle, force est de constater que les perspectives du renforcement de la confiance et d'une solution globale dans l'île sont effectivement bien sombres. Nous laissons donc aux États Membres des Nations Unies le soin d'identifier ceux qui n'ont pas la volonté politique de régler la question de Chypre.

De telles déclarations chauvines et intransigeantes abondent chez les dirigeants chypriotes grecs, mais il n'est guère nécessaire de multiplier les exemples étant donné que M. Clerides a affirmé en public qu'il n'accepterait pas les mesures de confiance, en menaçant même de démissionner s'il y était forcé. En fait, l'absence de volonté politique de la partie chypriote grecque ressort tout aussi clairement de la lettre susmentionnée de M. Shambos, qui évite soigneusement de mentionner les mesures de confiance – sauf une fois en passant – et qui fait constamment référence, comme dans la troisième lettre citée, au "problème global". Cela montre bien que nous avions auparavant raison de prédire avec inquiétude que la partie chypriote grecque était décidée dès le départ à ne pas accepter les mesures de confiance sous le prétexte de traiter des "questions de fond".

En insistant sur les "questions de fond", la partie chypriote grecque vise en fait à créer une nouvelle impasse étant donné – comme vous l'aviez conclu à juste titre dans vos précédents rapports au Conseil de sécurité (voir par exemple S/24830 du 19 novembre 1992 et S/26026 du 1er juillet 1993) avant de

/...

lancer les mesures de confiance – que la crise de confiance profonde entre les deux parties à Chypre était la principale cause de l'absence de progrès vers une solution globale. Cette situation n'a pas changé et, avec l'apparition d'un nouvel obstacle de taille aux mesures de confiance que la partie chypriote grecque a élevé à la suite de la récente décision de la Cour de justice européenne, on voit clairement la raison pour laquelle la partie chypriote grecque insiste sur l'examen préalable des questions de fond. En s'efforçant de réduire à néant les mesures de confiance et, par là même, de bloquer la voie qui pourrait conduire à une solution globale, la partie chypriote grecque montre en fait son absence totale de volonté politique pour régler la question de Chypre dans son ensemble. Comme mon gouvernement n'a pas laissé de le déclarer, le moyen d'accomplir des progrès consiste tout d'abord à éliminer l'obstacle aux mesures de confiance créé par la décision fâcheuse de la Cour de justice européenne.

6. La troisième lettre de M. Shambos vise également avant tout à exploiter certaines déclarations faites en public par le Président Rauf Denktaş. Cette lettre, comme les deux précédentes, regorge de termes qui ne peuvent être que le produit d'une obsession antiturque. Elle constitue le témoignage concret de l'usage abusif qui est fait d'un titre de facto injustement accordé à la partie chypriote grecque par la communauté internationale, pour des raisons d'opportunisme politique ou de convenance, au détriment de ses voisins et anciens partenaires, les Chypriotes turcs.

Par conséquent, le ton et la teneur de cette lettre ne font que montrer combien il est justifié que la partie chypriote turque défende son égalité politique, son droit d'assurer sa sécurité grâce à la garantie efficace de la Turquie et sa souveraineté dans le cadre d'une éventuelle solution négociée. Les usurpateurs chypriotes grecs doivent se persuader que le fait d'abuser sans relâche de leur titre de facto ne les rendra pas maîtres de l'ensemble de l'île ni des Chypriotes turcs. Ils doivent également bien comprendre que la crise de confiance entre les deux peuples de l'île ne cesse de croître avec la surenchère de rhétorique et d'hostilité et que les chances d'une solution globale s'éloignent malheureusement.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document de l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session, au titre du point 54 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République  
turque de Chypre-Nord

(Signé) Osman ERTUĞ

-----